

MINISTÈRES, ADMINISTRATIONS ET GRANDES ENTREPRISES

La fin des antennes du DRS

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, vient de signer le décret portant fin de mission pour les antennes du Département du renseignement et de la sécurité (DRS) au niveau des institutions, notamment les ministères, les administrations et les grandes sociétés économiques, avons-nous appris de source bien informée. La mesure vient compléter les démembrements effectués auparavant au sein du DRS.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le décret présidentiel portant, donc, évacuation formelle du DRS des institutions de la République et des grandes sociétés économiques fera partie, explique notre source, de la gamme des décrets non publiables.

La décision de mettre fin aux missions des antennes du DRS au niveau des ministères et autres institutions et grandes entités économiques publiques serait l'acte culminant et parachevant l'entreprise de restructuration des services de renseignement entamée une année avant l'élection présidentielle d'avril 2014 et qui a vu Abdelaziz Bouteflika briguer et obtenir un 4^e mandat d'affilée.

Le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Amar Saâdani, le chef de parti qui s'était tout particulièrement distingué à travers des attaques soutenues contre le DRS, appuyant alors l'entreprise présidentielle, était le premier à lancer la surenchère politique autour de la présence des officiers du DRS dans les institutions. «Personnellement, je ne comprends pas pourquoi les militaires sont présents aux APC, dans les différentes administrations, etc. Pourquoi le DRS mène des enquêtes d'habilitation pour les cadres alors que c'est une prérogative de la justice ?» vociférait-il dans une déclaration à l'agence de presse britannique Reuters.



Abdelaziz Bouteflika.

Amar Saâdani ayant, au moment de la déclaration, on se le rappelle, le ton à la fronde contre le département du renseignement et de la sécurité, personne n'a deviné qu'il déclinait en fait une perspective intégrant le programme présidentielle de restructuration de l'armée.

Même les observateurs les plus perspicaces ont manqué d'y voir un

signe annonciateur du renvoi programmé du DRS des institutions de la République, du moins au plan formel. Pourtant Saâdani, relayé par moments par certains leaders de l'opposition politique, se fera singulièrement insistant à réclamer ce qu'il désigne par un «Etat civil».

«Le DRS continuera à jouer son rôle mais ne sera plus impliqué dans la vie politique, dans les par-

tis, les médias et la justice», affirmait-il encore, l'air de quelqu'un qui était dans les secrets de l'alcôve.

A l'approche de l'élection présidentielle d'avril 2014, le président de la République avait mis en branle l'immense chantier de la restructuration du DRS, une restructuration que d'aucuns, la presse notamment, n'ont pas hésité à qualifier de démembrement.

Cette restructuration, qui s'était également accompagnée de mises à la retraite de hauts responsables du renseignement, a concerné, entre autres, le rattachement du service de presse et du service de la sécurité de l'armée à l'état-major de l'ANP.

Réagissant, on s'en souvient, aux nombreux commentaires dans la presse et qui suggéraient une guerre ouverte entre le DRS et la présidence de la République, le chef d'état-major, Ahmed Gaïd Salah, a dû sortir de sa réserve et expliquer qu'il s'agissait d'une restructuration et modernisation de l'armée prévues de longue date.

S. A. I.

AFFAIRE KHALIFA, MOINES DE TIBHIRINE ET RÉFORME DE LA JUSTICE

Les explications de Tayeb Louh

Comme nous l'avions annoncé dans l'une de nos précédentes éditions, le ministre de la Justice et garde des Sceaux, Tayeb Louh, a indiqué que l'épilogue de l'affaire de l'ex-homme d'affaires Abdelmoumène Khalifa sera connu au premier trimestre de la session criminelle de l'année 2015. La confirmation a été faite hier en marge de l'installation du nouveau résident de la Cour d'Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Mais en attendant la programmation de ladite affaire, les juges en charge de ce dossier doivent attendre le verdict de la Cour suprême.

Selon Tayeb Louh, «la Cour suprême doit examiner le pourvoi en cassation introduit par la défense de l'ancien homme d'affaires algérien, poursuivi pour plusieurs chefs d'inculpation». «Selon mes informations, la Cour suprême doit examiner le pourvoi en cassation introduit par la défense du mis en cause», a expliqué la même source. «Une fois cette



Tayeb Louh.

question tranchée, il sera procédé à l'enrôlement ou non de l'affaire et à la prise d'autres mesures que prévoyait la Cour suprême», a souligné le ministre.

L'autre information rendue publique, hier, par le ministre de la Justice est relative à la mission qu'effectue depuis hier le juge antiterroriste français Marc Trévidic. Selon Tayeb

Louh, le juge français, en mission à Alger au sujet de l'affaire des moines de Tibhirine, «va travailler sous l'autorité d'un juge algérien».

Le ministre de la Justice a ajouté à ce propos «que l'exécution de la procédure rogatoire et l'application des procédures seront effectuées par le juge algérien en charge de l'affaire». Selon lui, les autopsies des têtes des sept moines seront pratiquées par la partie algérienne, en présence des juges français. Il s'agit «de souveraineté nationale», a expliqué le ministre en précisant que cette «démarche fait partie des usages internationaux».

Tayeb Louh a rappelé que la même affaire était «aussi instruite en Algérie par le Pôle judiciaire du Centre (Alger) spécialisé dans les affaires de terrorisme et de criminalité». Le juge en charge du dossier «se déplacera à son tour en France durant la dernière semaine d'octobre». Cette nouvelle sortie médiatique du ministre de la Justice a eu lieu en marge de la cérémonie portant installation dans ses fonctions du nouveau président de la Cour d'Alger, M. Abdi Benyounès. Intervenant à l'issue de cette cérémonie qui

s'inscrit dans le cadre du mouvement partiel opéré par le président de la République dans le corps des magistrats, M. Louh a affirmé que ce mouvement «est à même d'insuffler une nouvelle dynamique à ce corps et d'approfondir les réformes engagées dans le secteur de la justice».

Concernant la cour d'Alger, le ministre a affirmé que ses activités se déroulaient essentiellement au niveau de cinq tribunaux, et ce, depuis 1984. «On ne peut continuer sur cette voie», a-t-il estimé. Le gouvernement a «décidé un nouveau découpage judiciaire de la cour d'Alger avec la création de trois nouveaux tribunaux (Draria, Zeralda et Birtouta)», a rappelé M. Louh, soulignant que ce découpage s'inscrivait dans le cadre du programme du président de la République (2015-2019) et qu'il avait été prévu par le projet de la loi de finances de l'année 2015. Il s'agit également, dans le cadre de ce nouveau découpage, du rattachement du tribunal de Blida à la cour d'Alger, de la création d'un nouveau tribunal relevant de Boumerdès, en l'occurrence le tribunal de Khemis-El-Khechna.

A. B.

60^e ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION

Les festivités doivent être populaires selon Tayeb Zitouni

C'est dans le détail que le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a présenté hier le vaste programme préparé pour la commémoration du 60^e anniversaire du déclenchement de la Révolution de novembre 1954. Les festivités doivent être populaires, la révolution ayant été populaire, a cependant précisé le ministre.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La commission nationale chargée de la préparation et de l'organisation des festivités du 60^e anniversaire du déclenchement de la Révolution ayant achevé son travail, le ministre des Moudjahidine a présenté, hier, le programme lors d'une conférence de presse.

Selon Tayeb Zitouni, les festivités et activités commémoratives ont débuté hier et s'étaleront jusqu'au mois de novembre de l'année 2015, soit au cours de toute une année.

L'objectif, selon le ministre, étant «de mettre en valeur l'héritage historique laissé par la génération de

novembre et la mise en évidence des sacrifices consentis».

Le programme commémoratif préparé se fera à travers tout le territoire national, sous le slogan «Novembre de la liberté». Il s'agit d'activités historiques commémoratives, des activités culturelles et artistiques, sportives et de la jeunesse, concours ainsi que des expositions sur différents thèmes.

La cérémonie officielle d'ouverture aura lieu la nuit du 1^{er} novembre. Ceci à travers une présentation artistique reprenant 24 siècles d'histoire de l'Algérie, a annoncé le ministre. 300 artistes animeront le spectacle

au niveau du complexe sportif Mohamed-Boudiaf.

La commémoration comprendra aussi un spectacle populaire qui traversera les principales avenues de la capitale, au départ de la place de la Liberté en passant par le boulevard Zighoud Youcef, pour arriver à la place des Martyrs et ce, le jour du 1^{er} novembre prochain, selon le programme établi. Les mêmes manifestations seront organisées au niveau du territoire national.

Pour ce qui est de la protection du patrimoine, le programme concerne selon le ministre des Moudjahidine la poursuite des efforts du secteur dans l'objectif de la protection des sites liés à la mémoire nationale.

La réalisation et la restauration des cimetières des chouchada est également prévue dans le programme. Ce dernier concerne aussi l'organisation de conférences et diffu-

rentes rencontres encadrées notamment par des historiens.

Dans le cadre des activités audiovisuelles prévues, la réalisation des films sur le parcours de Krim Belkacem, le colonel Lotfi et Larbi Ben Mhidi. Cette dernière production cinématographique devrait démarrer dans les prochains jours, annonce le

ministre des Moudjahidine. Dans le cadre du programme commémoratif figure aussi l'organisation de concours comme celui du prix de Novembre-1954, le «prix», les enfants de Novembre «qui concerne les réalisations journalistiques ainsi que le concours du 60^e anniversaire.

F.-Z. B.

AVIATION MILITAIRE

Un Sukhoï de l'armée s'écrase à Hassi Bahbah

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a rendu public le communiqué suivant : «Lors d'un exercice d'entraînement au niveau du Polygone Central de l'Air à Hassi Bahbah/1^{re} Région militaire, un avion bombardier de type Soukhoï (Su-24) des Forces aériennes algériennes s'est écrasé, aujourd'hui lundi 13 octobre 2014 à 15h9. L'accident a causé la mort des membres de l'équipage de l'avion, en l'occurrence le pilote et l'officier navigateur système. Suite à ce tragique accident, une commission d'enquête a été désignée pour déterminer ses causes et ses circonstances.»